



Conseil directeur
Point 11

CL/187/11c)-R.1
25 août 2010

RAPPORTS SUR DE RECENTES REUNIONS SPECIALISEES DE L'UIP

**c) REUNION PARLEMENTAIRE A L'OCCASION DE LA CONFERENCE D'EXAMEN DU TRAITE
SUR LA NON-PROLIFERATION DES ARMES NUCLEAIRES**

(New York, 5 mai 2010)

1. La Conférence d'examen des parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) a eu lieu du 3 au 28 mai 2010 au Siège de l'ONU à New York. Le TNP étant un traité phare, dont l'objectif est d'éviter la prolifération des armes nucléaires et des technologies s'y rapportant, de promouvoir la coopération en matière d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et de faire aboutir l'objectif du désarmement nucléaire et du désarmement complet, cette conférence a suscité une large attention au plan international. Le TNP constitue le seul engagement contraignant en faveur du désarmement pris par les Etats détenteurs de l'arme nucléaire dans un traité multilatéral.

2. A cette occasion, l'UIP a organisé le 5 mai, en collaboration avec le réseau Parlementaires pour la non-prolifération et le désarmement nucléaires (PNDN), une réunion parlementaire à laquelle ont assisté les législateurs qui s'étaient joints à leurs délégations nationales à la Conférence des Nations Unies. Le 6 mai, une réunion-débat organisée par l'UIP et le PNDN s'est tenue en marge de la Conférence d'examen du TNP. On s'est efforcé d'y apporter un éclairage parlementaire aux initiatives engagées pour instaurer un monde exempt d'armes nucléaires.

3. Le Secrétaire général de l'ONU s'est joint à la discussion des parlementaires en se félicitant de leurs initiatives et en les incitant à poursuivre leur action en faveur du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. Parmi les autres participants se trouvaient Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire pour l'Organisation du Traité pour l'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE), M. T. Tóth, le Haut-Représentant des Nations Unies pour le désarmement, M. S. Duarte, Président-fondateur de la Middle Powers Initiative, le sénateur D. Roche, et le maire d'Hiroshima, M. T. Akiba.

4. Cette série d'initiatives parlementaires à l'occasion de la Conférence d'examen du TNP est le fruit de l'engagement exprimé par les parlements membres de l'UIP dans leur résolution de 2009 intitulée *Promouvoir la non-prolifération et le désarmement nucléaires, et assurer l'entrée en vigueur du traité d'interdiction complète des essais nucléaires: le rôle des parlements*. Cette résolution, dont le texte a été distribué à l'Assemblée générale des Nations Unies, contient une série de recommandations pratiques expliquant aux parlements ce qu'ils peuvent et devraient faire pour veiller à la ratification universelle du TICE, promouvoir la proposition en cinq points du Secrétaire général de l'ONU en faveur du désarmement nucléaire et soutenir diverses démarches allant dans le même sens, telles que des réductions des arsenaux nucléaires, l'établissement de zones exemptes d'armes nucléaires et l'ouverture de négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles.

5. La réunion parlementaire tenue à l'ONU a été l'occasion pour les parlementaires de se pencher sur les progrès enregistrés dans le suivi de la résolution de l'UIP, ainsi que d'analyser les bonnes pratiques mises en œuvre, les difficultés qui restent à surmonter et les perspectives d'avenir. Des informations supplémentaires, fournies par les délégations parlementaires au fil des mois précédents, ont également été communiquées aux participants.

6. Les législateurs de l'Angola, de la Chine et du Pakistan, par exemple, ont fait part de leur expérience concernant l'adoption de lois réglementant à l'échelon national, sur la base des normes internationales, l'utilisation, le transport et le transfert de la technologie et des matériaux nucléaires. Les parlementaires de Mongolie et de Nouvelle-Zélande ont cité des exemples de lois incriminant à l'échelon national les activités liées aux armes nucléaires. En Norvège, le Parlement a arrêté une législation obligeant les caisses de retraite publiques à désinvestir les sommes placées dans des sociétés participant à la production d'armes nucléaires et à l'élaboration de leurs systèmes de lancement. Les législateurs de la République de Corée souhaitent examiner, notamment avec les législateurs japonais, des propositions concernant la dénucléarisation régionale, y compris une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Nord-Est.

7. A l'échelon régional, le Parlement namibien a récemment participé à un séminaire régional sur le TICE à l'intention des Etats membres de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC). Les parlementaires australiens, réfléchissant au lien étroit qu'entretient leur parlement avec l'Asie, ont souhaité qu'il s'implique davantage dans la promotion de la non-prolifération et du désarmement, tant du point de vue du soutien aux traités de la part des pays de la région que des prescriptions en matière de retenue nucléaire. Le caractère particulièrement bénéfique d'un engagement accru des parlementaires australiens auprès de leurs homologues indiens concernant les questions de non-prolifération a notamment été relevé.

8. Du point de vue des efforts particuliers requis pour permettre l'entrée en vigueur du TICE, la collaboration rassemblant les Parlements de l'Autriche et du Costa Rica dans le cadre de la Commission préparatoire de l'OTICE et de la Conférence sur l'article XIV ont contribué à accélérer le processus de ratification en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les parlementaires indonésiens se sont mobilisés en faveur de la ratification rapide du TICE et la communauté internationale a salué l'intention récemment affichée par le Gouvernement indonésien d'œuvrer dans ce sens. On a noté que lors de réunions interparlementaires récentes des parlementaires des neuf Etats de l'Annexe 2 n'ayant pas encore ratifié le TICE se sont exprimés et ont expliqué quelles solutions pouvaient être envisagées. Ce débat devra être poursuivi avec encore plus d'énergie, et l'intérêt du dialogue et de la coopération interparlementaires ne doit pas être sous-estimé dans ce domaine.

9. Dans son intervention, le Secrétaire général de l'ONU a évoqué la lettre qu'il avait envoyée en février 2010 à tous les Présidents de parlement soulignant à quel point il était important que la Conférence d'examen du TNP soit couronnée de succès cette année, présentant les grandes lignes de sa proposition en cinq points, félicitant l'UIP et le réseau PNDN de leurs initiatives et de leur soutien et encourageant les parlementaires à jouer un rôle actif dans les efforts visant au désarmement nucléaire. De surcroît, le Secrétaire général s'est félicité des efforts déployés par les parlementaires pour défendre la proposition d'une convention relative aux armes nucléaires et les a encouragés à continuer à s'engager activement en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires.

10. La décision prise par le Secrétaire général de l'ONU de demander aux parlements de s'impliquer vient de ce qu'il est convaincu que « *Les parlementaires et les parlements jouent un rôle central dans la réussite des efforts de désarmement et de non-prolifération. Les parlements appuient la mise en œuvre des traités et des accords mondiaux contribuant à l'état de droit et incitant au respect des engagements pris* ». Dans le message qu'il a adressé à la 122^{ème} Assemblée de l'UIP à la fin mars, M. Ban Ki-moon avait relevé que : "Cela fait maintenant un certain nombre d'années que notre travail en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires connaît un succès croissant, en grande partie grâce aux efforts déployés par les parlementaires et la société civile. Nous avons besoin de votre soutien maintenant pour faire une réussite de la Conférence d'examen du TNP qui aura lieu en mai".

11. Les parlementaires du monde entier ont effectivement relevé ce défi. Des résolutions de soutien à une convention relative aux armes nucléaires et au plan complet en cinq points du Secrétaire général de l'ONU ont été adoptées dans nombre de parlements, notamment ceux de l'Allemagne, de l'Autriche, du Bangladesh, du Costa Rica, de l'Italie, de la Nouvelle-Zélande et de la Norvège, ainsi qu'au Parlement européen, et présentées dans d'autres parlements, tels que ceux du Canada, des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni.

12. Certains des thèmes et des conclusions clés qui se sont dégagés lors de la réunion parlementaire d'une demi-journée qui a eu lieu le 5 mai ont été présentés devant la plénière de la Conférence d'examen du TNP. Il s'agit notamment des points suivants :

- responsables politiques et diplomates ne devraient pas sous-estimer le mouvement qui est en train de se dessiner en faveur du désarmement nucléaire et ne devraient pas hésiter devant la perspective d'une percée historique sans précédent;
- les mesures de non-prolifération telles que les zones exemptes d'armes nucléaires et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires peuvent jouer un rôle clé dans la mesure où elles développent les éléments institutionnels et techniques d'un monde exempt d'armes nucléaires et sont considérées comme des moyens au service de cet objectif et non comme des fins en soi;
- les parlementaires de pays ayant tissé un vaste réseau de relations fondées sur la dissuasion nucléaire peuvent soutenir le désarmement nucléaire en réduisant peu à peu la place que tiennent les armes nucléaires dans la doctrine nationale de sécurité;
- les obstacles actuels au désarmement nucléaire pourraient être surmontés par le lancement d'un processus préparatoire consistant à étudier quelles pourraient être les conditions juridiques, techniques, institutionnelles et politiques d'un monde exempt d'armes nucléaires. Le modèle de convention relative aux armes nucléaires qu'a fait circuler le Secrétaire général de l'ONU pourrait être une source d'inspiration dans cette étude, sans toute fois être limitatif;
- la Convention relative aux armes nucléaires, dont la démarche est non discriminatoire et s'appuie sur des mécanismes existants, tels que l'OTICE et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), comble les lacunes;
- le désarmement nucléaire peut tenir une place importante dans le désarmement pour le développement en libérant des ressources qui pourront être affectées à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement de l'ONU.
- le succès de l'entreprise passe par une collaboration entre législateurs, gouvernements et société civile;
- le désarmement et l'éducation pour la paix sont d'une importance vitale si l'on veut susciter parmi les électeurs un mouvement politique de soutien à l'action des parlements et des gouvernements en faveur du désarmement nucléaire.

13. Le 5 mai également, plusieurs parlementaires ont assisté à la projection, au Siège de l'ONU, du documentaire indépendant intitulé *Countdown to Zero*. Ce film, qui a été présenté lors des festivals de Cannes et de Sundance mais n'est pas encore sorti dans les salles, veut sensibiliser le spectateur aux dangers tout à fait réels d'une catastrophe nucléaire (qu'elle soit le fruit d'un accident, d'un attentat terroriste, ou d'une escalade nucléaire). Il est proposé que ce documentaire, très favorablement accueilli, soit également présenté à un public de parlementaires à haut niveau à l'occasion de la 3^{ème} Conférence des Présidents de parlement (Genève, juillet 2010).

14. Même si ces deux réunions parlementaires ont eu lieu au tout début de la Conférence d'examen du TNP, les parlementaires ont redoublé d'efforts dans les semaines qui ont suivi pour persuader les gouvernements de trouver un compromis permettant à la Conférence d'enregistrer des résultats significatifs. Fin mai, au terme d'intenses négociations, les Etats parties ont conclu la Conférence d'examen par l'adoption unanime d'un document contenant des mesures concrètes destinées à accélérer le désarmement nucléaire, à faire avancer la non-prolifération et à œuvrer en faveur d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient.